

Légation de Suisse  
en

France.

1/84

En circulation  
21. X. 84.

R

Paris, 6 octobre 1884

Confidentiel

Monsieur le Président

Le 11 de ce mois, j'avais eu l'honneur de vous rendre compte des impressions du ministre d'Italie à Paris sur la situation politique générale. — Depuis lors, j'ai eu l'occasion de revoir quelques uns de mes collègues, au petit nombre toutefois, la plupart d'entre eux étant encore en congé; tel est, en particulier, le cas des ambassadeurs d'Angleterre, d'Allemagne, d'Espagne & de Russie, du ministre de Belgique, etc.

Le ministre des Pays-Bas, M<sup>e</sup> de Zuylen, venait de rentrer à Paris; il avait précisément la visite de son collègue de Londres, et ce dernier affirait que l'Angleterre, surprise par le rapprochement

du Département politique  
de la Confédération Suisse

Berne.



frans-allemand, était décidée à refuser l'invitation de prendre part à la Conférence africaine de Berlin; M<sup>e</sup> de Bismarck aurait alors fait savoir à Londres que la Conférence dite du Congo se réunirait même au dehors de l'Angleterre; on incline donc au Palais de St James pour accepter l'invitation. — Quant à admettre que l'entente frans-allemande ait des vices continentales, on n'y croit pas « La Rage; on incline à penser qu'il s'agit d'un rapprochement momentané, portant exclusivement sur des affaires coloniales, mais on reconnaît ne rien savoir de précis.

Le chargé d'affaires d'Allemagne, M<sup>e</sup> de Rothenkahn, dont j'ai eu la visite à l'occasion d'une affaire coranote, et auquel j'ai en bon de ne pas demander "ce que le Comte Bismarck était venu faire à Paris, a porté lui-même la conversation sur ce terrain, en disant que, cette visite n'avait rien changé, qu'elle avait été simplement la confirmation et "la constatation d'arrangements antérieurs". — Je n'ai pas insisté; je ne connais pas encore M<sup>e</sup> de Rothenkahn, qui vient d'arriver à Paris, & ne veux pas commencer nos relations

l'Angleterre la connaît; elle a traduit au Gabon par des droits différenciels de 60 % en faveur des produits français, et par la prétention de la France d'accaparer tout le trafic de l'Ogooué. — Un accord franco-allemand est néanmoins évident au Congo; le preuve en est que divers postes récemment occupés par les Français, Little-Popo et autres, ont été abandonnés & sont aujourd'hui aux mains des allemands. — Que l'Allemagne ait des visées sérieuses, cela semble résulter de l'appareillage d'une forte escadre allemande de cinq grands bâtiments dont au moins deux cuirassés, dont les officiers ont été prévenus que leur campagne d'Afrique ne durerait pas moins de neuf mois. — De ce qui précède, on est forcé de conclure en Angleterre que, si la France est si gracieuse dans l'Afrique occidentale pour le Cabinet de Berlin, celui-ci a dû offrir une contre-partie. — En France, la

pas des procédures de reporter ou m'exposer à un refus.

Le Ministre d'Angleterre en l'absence de Lord Lyons, Sir Walsham, affirme ignorer complètement ce qui se passe entre Paris et Berlin. Il pense que son gouvernement & l'ambassade anglaise à Berlin n'en savent pas plus long que lui.

Aujourd'hui, j'ai eu une longue visite de l'Envoyé commercial britannique auprès des gouvernements de France, Allemagne, Autriche, Espagne, Italie, Turquie, etc., M<sup>r</sup> Crowe, avec lequel d'anciennes & intimes relations me lient. — D'après M<sup>r</sup> Crowe, le gouvernement britannique n'a pris encore aucune résolution au sujet de la participation à la Conférence du Congo; les intérêts français sont nuls sur la Côte Ouest de l'Afrique; même dans les possessions françaises anciennes, l'importation britannique représente 90 et même 95 % des total. Quant à la liberté commerciale dont M<sup>r</sup> de Courcel fait briller les perspectives dans ses dépréches à M<sup>r</sup> de Bismarck,

époque, M<sup>r</sup> de Bismarck a offert à la Russie une grande étendue de territoire allemand (pas polonais, allemand) au prix d'une combinaison qui n'a pas abouti ; l'histoire de M<sup>r</sup> de Bismarck n'a pas encore été écrite & révélera bien des choses singulières. Tout dépend du but qu'il a en view ; suivant la hauteur du but, il proportionne l'importance des moyens à mettre en jeu & des sacrifices à faire ; c'est ce but qu'il faut connaître — *a priori*, on croit que le pivot de la politique allemande est la consolidation de l'Empire par le maintien de la paix et par l'exclusion de toute coalition contre l'Empire ; si tel reste le pivot, alors le rapprochement franco-allemand n'a d'autre but que d'écarté "l'entente naturelle" franco-anglaise ; le Cabinet de Berlin cajole M<sup>r</sup> Ferry et donne des coups de pied au gouvernement anglois dans l'espoir de flatter & d'amadouer le premier, & de mettre le second en colère. Si l'il n'y a que cela, & nous tâcherons de ne pas nous faire, bien que M<sup>r</sup> Ferry ait complètement mordu à l'hameçon ? — on a dit,

forme prime souvent le fond; pour un Ministre français, avoir l'air d'être bien avec l'Allemagne pouvait être mortel, pouvait être pire que d'être bien en réalité. — Donc, la contre-partie peut avoir été forte — Depuis trois mois, la diplomatie anglaise cherche à percer ce mystère sans y parvenir; à Berlin, il n'y a rien à faire; le prince Bismarck ne met aucun rebattement dans la confidence de ses plans; à Paris, où les secrets se gardent moins, mais où l'on a déjà si bien gardé secret, pendant trois mois, la mission du commandant Fourrier en Chine, rien n'a transpiré. — On est préoccupé à Londres — à première vue, on ne croit pas qu'il s'agisse d'une main-libre donnée de part & d'autre pour agir, la France en Belgique, l'Allemagne dans les Pays-Bas, mais on étudie tous les indices qui pourraient faire prévoir une combinaison de ce genre. — On n'a pas confiance dans le prince de Bismarck, dont l'esprit est, dit-on, plus aventurier qu'on ne le croit généralement; on se rappelle à Londres qu'à une certaine

a continué mon interlocuteur britannique, que l'allemande, en échange des politesses françaises au Congo, soutiendrait M<sup>r</sup> Ferry en Egypte afin d'assurer l'éloignement de M<sup>r</sup> de Freycinet des affaires; mais que demande-t-on de nous au Egypte? Nous y serions allés parce que personne n'y allait, & parce que nous ne pouvions, à cause de nos sujets mahométans, laisser le Mahdi exercer son influence; la France avait, à cause de l'Algérie & de la Tunisie, les mêmes intérêts que nous. — Nous avons offert de neutraliser & d'europeïser l'Egypte; que veut-on de plus? Car nous ne pouvons admettre que les Rothschild & autres porteurs de bons égyptiens, qui dirigent la politique à Berlin; à Paris, "ils la dirigent certainement," mais ils n'ont aucune action sur M<sup>r</sup> de Bismarck. — En résumé, a dit en terminant M<sup>r</sup> Crowe, nous ne savons rien, malgré tous nos efforts, sinon qu'on est fort désagréable envers nous à Berlin & à Paris, & qu'une entente anglo-allemande au Congo est patente. — Nous ne disons rien encore, sinon que nous ne laisserons pas prendre la Belgique contre son gré;

mais nous ne nous déprimulons pas que la République est, en Belgique,  
"à fleur-de-terre," et que si la République belge s'annexait  
à la France, nous pourrions nous trouver dans une situation  
assez embarrassante. — Heureusement, nous n'avons pu constater  
jusqu'ici aucun indice d'une action française ou allemande  
dans ce sens, et nous croyons encore que là n'est pas la  
compensation obtenue par M<sup>e</sup> Ferry pour les risques qu'il  
courrait en affrontant, devant l'opinion française, le danger  
d'un rapprochement avec l'Allemagne.

agréé, Monsieur le Président, l'hommage de ma  
Très-haute considération.

Leroy